



Infos internationales.

- Israël prolonge de 20 ans le secret sur les archives d'Etat. (29.07)
- Espagne. Le BTP espagnol durement frappé par les choix drastiques de Madrid. (28.07)
- L'Union européenne compte 501 millions d'habitants. (28.07)
- L'Inde lutte contre une inflation à 10 %. (28.07)
- Grèce. Les chauffeurs routiers entament une grève en Grèce. (27.07)
- En Chine, un quart de l'eau est polluée et inutilisable. (27.07)
- USA. Une alarme de la plate-forme Deepwater Horizon aurait été désactivée. (25.07)
- Thaïlande. Le prix du sucre et des oeufs flambe en Thaïlande. (23.07)
- Allemagne. Des Allemands de l'ex-RDA cobayés de groupes pharmaceutiques occidentaux. (23.07)
- Chine : Fin de la grève chez un fournisseur de Honda en Chine après des hausses de salaires. (23.07)
- Chine : grèves relancées, ouvriers en colère. (22.07)
- Chili. Dictature chilienne: l'Eglise propose de gracier certains militaires, colère des familles. (22.07)
- UE. Bruxelles loue le rôle des religions pour surmonter la crise. (20.07)
- Surinam. L'ancien dictateur du Surinam Dési Bouterse élu président. (20.07)
- Chine. Enquête sur la grogne des ouvriers en Chine. (20.07)
- Mali. Suspension de la grève dans les universités maliennes. (19.07)
- Tunisie: le journaliste Boukadous arrêté, malgré les appels en sa faveur. (16.07)
- Grèce. La réforme des retraites étendue à la fonction publique en Grèce. (16.07)
- Irlande. Manifestation contre une nouvelle provocation de l'impérialisme britannique. (titre de LdC) (15.07)
- Allemagne. L'opposition SPD-Verts prend les rênes de la Rhénanie-Westphalie. (15.07)
- Italie. La presse italienne mobilisée contre la limitation des écoutes. (10.07)
- Bosnie. Les carnets de guerre de Ratko Mladic révèlent la conclusion d'accords secrets. (10.07)
- Crise alimentaire au Sahel. (10.07)
- Grèce. Sixième journée de grève générale en Grèce. (09.07)
- USA. Le fisc américain aide des organisations de soutien aux colons israéliens. (07.07)
- Italie. L'austérité met en péril le gouvernement italien. (07.07)
- Inde. Grève générale en Inde pour protester contre la hausse du prix de l'essence. (06.07)
- Bangladesh: nouvelles manifestations des ouvriers du textile. (06.07)
- Grèce: sixième grève générale le 8 juillet prochain. (03.07)
- Chine. Ouvriers en grève dans le nord de la Chine. (02.07)
- Grèce. Nouvelle grève générale contre l'austérité en Grèce. (01.07)
- Espagne. Mouvements de grève en Espagne contre les mesures d'austérité du gouvernement. (01.07)

Espagne. Mouvements de grève en Espagne contre les mesures d'austérité du gouvernement. (01.07)

AP - 29.06

Des mouvements de grève contre les mesures d'austérité du gouvernement espagnol ont entraîné de nouvelles perturbations dans les transports mardi à Madrid et conduit à des affrontements entre la police et des manifestants au Pays basque.

La circulation dans la capitale espagnole a été chaotique en raison de l'arrêt des métros dans le cadre d'un deuxième jour de grève contre une baisse de 5% en moyenne des salaires dans les services publics qui doit entrer en vigueur le mois prochain.

Metro Madrid a précisé que l'ensemble du service avait été annulé après le refus des syndicats de se plier à un accord prévoyant 50% de service minimum.

Les organisations syndicales ont voté la poursuite de la grève totale mercredi, tout en se déclarant ouvertes à des négociations.

Quelque 2,5 millions de personnes utilisent chaque jour le métro dans la capitale espagnole.

Les baisses de salaire, à l'origine de ce mouvement de grève de trois jours, s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'austérité visant à réduire le déficit pour le ramener de 11,9% du produit intérieur brut (PIB) en 2009 à 3% d'ici 2013. Outre ses problèmes de déficit, l'Espagne, pays membre de la zone euro, est confrontée à un taux de chômage de 20% et tente d'émerger de près de deux ans de récession suite à l'effondrement du secteur du bâtiment.

Au Pays basque, plusieurs syndicats appelaient mardi à une journée de grève générale pour protester contre ces mesures de réduction et la récente réforme du code de travail qui permet aux entreprises de licencier à un coût moindre.

Des heurts ont éclaté entre des policiers et des manifestants dans les villes de Bilbao et Vitoria. Trois protestataires ont été interpellés. Aucune personne n'a été blessée.

Les syndicats espagnols ont appelé à une grève générale dans tout le pays le 29 septembre prochain.

Grèce. Nouvelle grève générale contre l'austérité en Grèce. (01.07)

Reuters - 29.06

La police anti-émeute grecque a dispersé à l'aide de gaz lacrymogène des manifestants qui appelaient à "brûler le parlement" à Athènes mardi quelques heures avant l'examen par les députés du projet de réforme des retraites, auquel s'oppose une majorité de Grecs.

Dix mille personnes environ sont descendues dans les rues de la capitale dans le cadre de la cinquième grève générale organisée cette année pour protester contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement.

La mobilisation à l'appel des syndicats du privé et du public a touché les services administratifs, le secteur de l'éducation, les banques et les médias.

"Au feu le parlement, Au feu le parlement!" ont scandé un groupe de 150 jeunes encagoulés en jetant bâtons, pierres et des cocktail Molotov sur les forces de l'ordre protégeant le bâtiment situé dans le centre d'Athènes.

"On est de nouveau dans la rue, en grève et nous nous opposons au piétinement de nos droits", a déclaré Ilias Vrettakos, vice-président du syndicat public majoritaire.

Au Pirée, un demi-millier de militants communistes ont bloqué le port, empêchant des centaines de touristes d'embarquer sur les ferries à destination des îles. Une soixantaine de vols intérieurs ont été annulés mais le trafic aérien international n'était pas affecté par l'arrêt de travail.

"Ces mesures n'aideront pas. Elles ne feront qu'aggraver la récession et la pauvreté", estime Despina Spanou, dirigeante de la confédération syndicale des fonctionnaires Adedy. "Les travailleurs vont répondre de manière claire au gouvernement et à cette réforme qui met fin à la sécurité en matière sociale".

Pour le gouvernement socialiste, cette réforme, qui s'ajoute aux autres mesures de rigueur, est cruciale.

"Nous sommes profondément persuadés que ce que nous faisons est dans l'intérêt du peuple grec", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis.

L'ampleur des arrêts de travail et des manifestations de mardi pourrait donner une indication sur la force de l'opposition aux projets gouvernementaux.

La mobilisation s'est en effet essouffée lors des précédentes journées d'action, en partie en raison de l'arrivée de la belle saison pendant laquelle les Grecs partent vers les îles.

Le défilé le plus important a réuni 50.000 personnes, le 5 mai, à Athènes. Le 20 mai, les syndicats avaient fait descendre 25.000 personnes dans les rues de la capitale.

Les syndicats font valoir que les Grecs commencent seulement maintenant à ressentir dans leur vie quotidienne les effets des mesures d'austérité.

Chine. Ouvriers en grève dans le nord de la Chine. (02.07)

AP - 01.07

Des ouvriers d'une usine japonaise de fabrication de composants électroniques ont cessé le travail pour la troisième journée consécutive jeudi à Tianjin, dans le nord de la Chine. Ils réclament une hausse de salaire dans le cadre du dernier mouvement de grève recensé dans le pays en faveur d'une amélioration des conditions de travail.

Plus d'une centaine d'ouvriers en uniforme vert, des femmes pour la plupart, ont pris position sur les marches menant à l'usine Mitsumi Electric de Tianjin, qui fabrique des pièces pour des appareils électroniques. L'entrée du bâtiment était bloquée par deux autocars de la police et des dizaines d'agents de sécurité étaient mobilisés dans le secteur.

Des pancartes accrochées aux portes de l'usine appelaient les propriétaires à "rendre" l'argent, et les dirigeants locaux à verser un salaire juste aux employés.

"Nous sommes en grève parce que l'usine n'a jamais augmenté nos salaires et qu'ils continuent d'augmenter notre charge de travail. C'est trop fatigant", a affirmé par téléphone une ouvrière, qui s'est présentée sous le nom de Wang, à l'Associated Press.

Les autorités chinoises sont généralement promptes à écraser les manifestations importantes mais les mouvements de grève sociaux cet été se sont étendus alors que le gouvernement tente de restructurer son économie.

Des journalistes étrangers qui se sont rendus à l'usine ont été arrêtés par les agents de sécurité, emmenés dans un hôtel proche afin d'être interrogés, avant de recevoir l'ordre de quitter le secteur.

A Tokyo, un porte-parole de Mitsumi Electric, Yoshitsugu Murakami, a déclaré que la production dans son usine de Tianjin était à l'arrêt depuis mardi, apparemment en raison d'un mouvement de grève des ouvriers demandant de meilleures conditions de travail. Les salariés de l'usine -qui emploie environ 2.800 personnes- sont syndiqués et ont soumis une liste de revendications, selon M. Murakami qui a refusé de les détailler.

Grèce: sixième grève générale le 8 juillet prochain. (03.07)

AP - 02.07

Les syndicats grecs ont appelé à une sixième journée de grève générale contre les mesures d'austérité le 8 juillet prochain, mouvement auquel participera le syndicat représentant les fonctionnaires grecs, a annoncé ce dernier vendredi.

Bangladesh: nouvelles manifestations des ouvriers du textile. (06.07)

AP - 05.07

Des ouvriers du textile revendiquant des hausses de salaires ont forcé lundi une douzaine de fabriques de vêtements à fermer leurs portes près de la capitale Dacca, dans ce qui semble être une réédition des mouvements de protestation de grande ampleur de la fin juin au Bangladesh.

Selon un responsable de la police, quelque 2.000 employés ont manifesté contre la faiblesse de leurs salaires dans la zone industrielle de Ashulia où des centaines de fabriques avaient fermé provisoirement à la suite des émeutes survenues en juin.

"Les ouvriers demandaient des hausses de salaires dans une fabrique de tricots, ce qui a amené les propriétaires à fermer l'établissement jusqu'à nouvel ordre", a déclaré le chef de la police de Dacca Monowar Hossain.

Les ouvriers ont lancé des cailloux et des briques sur l'usine ce qui a amené les propriétaires de dix autres fabriques situées à proximité à fermer leurs portes pour empêcher une extension du mouvement, a ajouté le chef de la police.

Les ouvriers du textile au Bangladesh qui fabriquent des vêtements pour les plus grandes enseignes occidentales telles que Walmart et H & M, réclamaient des salaires d'au moins 5.000 taka (70 dollars) par mois. Le salaire minimum est actuellement de 25 dollars.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait relever les salaires des 3 millions d'ouvriers du textile d'ici fin juillet et leur a demandé de faire preuve de patience.

Le prêt à porter représente près de 80% des exportations du pays qui se sont élevées l'année passée à 15,56 milliards de dollars. Les fabriques de textile emploient près de 40% de la main d'oeuvre du pays.

Inde. Grève générale en Inde pour protester contre la hausse du prix de l'essence. (06.07)

RFI - 05.07

Vols annulés, trains immobilisés, écoles et commerces fermés... De nombreuses régions indiennes étaient totalement paralysées ce lundi 5 juillet, en raison de l'appel à la grève générale, lancé par l'opposition, pour protester contre la hausse du prix de l'essence.

Afin de maîtriser son déficit budgétaire, le gouvernement dirigé par Manmohan Singh a en effet annulé la semaine dernière, les subventions jusqu'ici en vigueur, ce qui se traduit par une augmentation de près de 7% des prix à la pompe.

D'une même voix, les nationalistes hindous du BJP et les communistes, réclament donc l'annulation de cette mesure d'austérité, accusant le gouvernement d'ignorer le sort des citoyens déjà pris à la gorge par un taux d'inflation qui dépasse actuellement les 10%.

La grève générale a cependant été bien plus suivie dans les Etats qui sont aux mains de ces partis d'opposition que dans les autres, car si la plupart des Indiens sont évidemment mécontents de la hausse des prix, beaucoup considèrent ce type de grève comme un obstacle supplémentaire à leurs efforts pour joindre les deux bouts.

Le gouvernement, en tout cas, n'a pour l'instant pas prévu de faire marche arrière.

Commentaire.

Le correspondant de RFI qui a rédigé cet article est en poste à Delhi, à près de 2.500 kms de chez moi au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde. Ce qu'il dit est partiellement faux.

Au Tamil Nadu le parti au pouvoir est le DMK et il fait partie de la coalition au pouvoir à Delhi, le gouvernement central, or hier la grève a été totale contrairement à ce qu'il affirme, j'ai peine à trouver dans une petite rue une minuscule échoppe ouverte où j'ai pu acheter des cigarettes, pas un bus, un camion ou un taxi n'a circulé, tous les rideaux de fer des commerces étaient baissés et toutes les entreprises étaient fermées. Ce "journaliste" est aux ordres, ce qui n'a rien d'étonnant.

Italie. L'austérité met en péril le gouvernement italien. (07.07)

Reuters - 06.07

Les revers personnels, une cote de popularité en chute libre, un plan de rigueur impopulaire et les frondes au sein de sa coalition ont rendu Silvio Berlusconi plus vulnérable que jamais depuis son élection en 2008.

Le recours, annoncé lundi, à un vote de confiance au parlement afin de faciliter l'adoption de son budget portant le sceau de l'austérité, montre que le président du Conseil italien a besoin de tenir sa coalition d'une main ferme.

Voici ce qui pourrait advenir dans les prochaines semaines:

UN PLAN D'AUSTÉRITÉ QUI DIVISE

Le gouvernement entend soumettre son plan de rigueur de 25 milliards d'euros à un vote de confiance des députés, quand bien même il est jugé essentiel jusque dans l'opposition pour résorber le déficit public et éviter une crise semblable à celle qui a touché la Grèce.

Le déficit a atteint 5,3% du produit intérieur brut l'année dernière et l'objectif pour cette année est de 5,0%.

Mais Silvio Berlusconi est attaqué de toutes parts, y compris au sein de sa coalition, sur la façon dont ont été définies les coupes budgétaires.

Les salariés estiment porter tout le fardeau de ce budget qui épargnerait les plus aisés. Les collectivités locales préviennent, elles, que les services de santé et d'éducation vont en pâtir.

Soucieux d'alléger la facture pour les électeurs de leurs circonscriptions, les députés de la coalition au pouvoir ont déposé pas moins de 1.250 amendements. Mais Berlusconi veut que son budget soit adopté rapidement "pour le bien commun".

Pour les observateurs, le vote de confiance est un moyen de contraindre au silence les voix dissidentes à droite et de leur faire adopter le texte, sous peine de voir la coalition s'effondrer par leur faute. Le budget sera à n'en pas douter voté, mais le malaise demeurera latent.

TRÊVE ESTIVALE

Malgré l'érosion de sa popularité et la démission de deux ministres en deux mois, le gouvernement devrait survivre à l'été, même si Gianni Letta, homme de confiance de Berlusconi, admet que "la saison est étouffante et pas seulement à cause du temps". Mais il est difficile de dire ce que septembre réserve.

"Berlusconi est face à une opposition interne qui, si elle n'est pas défaite ou endiguée, pourrait faire tomber le gouvernement", avance James Walston, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Rome.

La rivalité entre Berlusconi et Gianfranco Fini, président de la chambre basse du parlement et co-fondateur du Parti du peuple de la liberté du "Cavaliere", est à son paroxysme.

Après avoir longtemps déploré le manque de liberté de parole au sein du parti, Fini s'oppose fermement à un projet de loi visant à limiter le recours aux écoutes dans les enquêtes de police et à punir les journaux qui en publieraient le contenu.

Les analystes ne donnent pas cher d'une coalition dont les deux principaux dirigeants passent leur temps à s'éviter et s'insultent dès lors qu'ils sont dans la même pièce.

UNE LIGUE SÉCESSIONNISTE

L'autre grande composante de la coalition, la Ligue du Nord, déplore la réduction des revenus des régions décidée dans le plan de rigueur. Un de ses chevaux de bataille n'est autre qu'une plus grande autonomie régionale dans l'affectation des revenus fiscaux, vers la santé ou l'éducation notamment.

"La Ligue du Nord ne veut pas remporter le grand prix du fédéralisme pour se retrouver sans argent pour le mettre en uvre et devoir augmenter les impôts locaux pour assurer le même niveau de service", note Walston. Or Berlusconi n'a pu oublier qu'en 1994, le chef de file de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, avait fait tomber son gouvernement.

UNE TROISIÈME VOIE ?

Ambitieux et adroit, Fini, fort de cinquante députés acquis à sa cause, pourrait imaginer discrètement une "troisième voie", entre ce qui resterait de la coalition actuelle et l'opposition de gauche emmenée par le Parti démocrate, disent les analystes.

Fini, ajoutent-ils, attendrait le meilleur moment pour se lancer, quand Berlusconi sera plus faible encore qu'aujourd'hui.

Il pourrait réunir ses fidèles, des conservateurs déçus, un parti catholique dirigé par l'ancien président de l'Assemblée Pierferdinando Casini, le mouvement centriste de l'ancien maire de Rome Francesco Rutelli et de hauts dirigeants du monde des affaires rassemblées derrière l'ancien président de Fiat, Luca Cordero di Montezemolo.

USA. Le fisc américain aide des organisations de soutien aux colons israéliens. (07.07)

Des fondations considérées par le fisc américain comme des organisations de bienfaisance et à ce titre aidées par l'Etat aident les Israéliens à implanter des colonies en Cisjordanie, affirme mardi 6 juillet le New York Times. Le journal dit avoir identifié "au moins 40 groupes américains qui ont collecté plus de 200 millions de dollars de dons déductibles des impôts pour les implantations juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est lors de la dernière décennie".

"L'argent va principalement à des écoles, des synagogues et des centres de loisirs et ainsi de suite, des dépenses légitimes en vertu du code fiscal", précise le quotidien. "Mais il a aussi financé des fournitures plus douteuses d'un point de vue légal : des logements ainsi que des chiens de garde, des gilets pare-balles, des viseurs pour fusils et des véhicules pour assurer la sécurité d'avant-postes loin dans les régions occupées", d'après le New York Times.

UN DEVOIR "BIBLIQUE"

Le quotidien raconte comment, des volontaires de l'une de ces associations, HaYovel, se rendent en Israël pour vendanger dans une colonie en Cisjordanie, sur les collines de l'ancienne Samarie. Une mission qu'ils considèrent comme "biblique". Leurs intentions sont claires, et justifiées à grand renfort de citation des Ecritures : permettre le retour du Messie sur la Terre promise une fois qu'elle sera entièrement peuplée par les juifs. Ce groupe, basée au Tennessee et qui dit vouloir "aider les fermiers indépendants israéliens" et redonner à Israël ses frontières de l'époque biblique, propose des déductions d'impôts à ses donateurs grâce à son statut d'association à but non lucratif.

Le journal américain rappelle que le code fiscal israélien ne permet pas à ce genre de fondation de prétendre à une déductibilité des impôts, et cite un responsable du département d'Etat américain selon lequel ces déductions fiscales aux Etats-Unis sont "un problème". Il s'agit là "d'une curieuse juxtaposition", note le journal, alors que Barack Obama doit rencontrer mardi 6 juillet à la Maison Blanche le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et aborder ce dossier de la colonisation qui paraît de plus en plus crucial. "Alors que le gouvernement américain tente de mettre un terme aux installations illégales en Cisjordanie et veut appuyer la création d'un Etat palestinien, le Trésor américain aide ses installations au travers de déductions d'impôts sur les dons qui les financent."

Les dons déductibles à des associations poursuivant des buts politiques, ne sont pas une nouveauté, rappelle par ailleurs le New York Times. De nombreux groupes israéliens mettant clairement en avant un programme politique comme l'organisation pacifiste La Paix maintenant bénéficient de ces déductions d'impôts. Même le Free Gaza Movement, organisateur de la Flottille pour Gaza et qui pourtant ne dispose pas de la reconnaissance nécessaire pour ce faire, propose aux citoyens américains de faire un don déductible, via une autre association qui lui reverse ensuite les dons.

Grèce. Sixième journée de grève générale en Grèce. (09.07)

AP - 08.07

Les mesures d'austérité ne passent toujours pas en Grèce. Le gouvernement a été confronté jeudi à une nouvelle journée de grève générale, la sixième depuis le début de l'année contre le plan de rigueur destiné à sortir le pays de la crise de la dette.

Cette nouvelle grève générale à l'appel des syndicats a suspendu les transports publics et services de ferry et entraîné des fermetures d'écoles, tribunaux et hôpitaux publics. Aucun journal n'était disponible. Des manifestations ont eu lieu à Athènes et Thessalonique mais la participation était relativement faible.

"Nous poursuivrons ce mouvement parce que nous sommes dans notre bon droit", a commenté Yiannis Panagopoulos, chef de la centrale syndicale GSEE à l'origine de la contestation.

Les syndicats dénoncent la réforme des retraites et du code du travail, engagée par le gouvernement socialiste de Georges Papandréou, des mesures d'austérité réclamées en échange d'un plan d'aide de 110 milliards d'euros sur trois ans du Fonds monétaire international et de la zone euro. La contestation est suivie de près par d'autres pays européens qui s'efforcent également de réduire leurs déficits et réformer leurs systèmes de retraite ou de sécurité sociale.

Dans la capitale grecque, plus de 12.000 personnes ont participé à deux défilés distincts dans le centre-ville, selon les estimations de la police. Dans l'un des cortèges, les manifestants scandaient "ouvriers, répondez à la guerre déclarée par les capitalistes par la guerre" et "laissez les oligarques payer pour la crise".

A Athènes, un homme a été hospitalisé après avoir été frappé par des manifestants. Les autorités l'ont identifié comme un fonctionnaire travaillant pour une agence gouvernementale du logement qui aurait été pris à tort par des protestataires violents pour un policier en civil.

Dans l'ensemble, les défilés se sont déroulés dans une ambiance pacifique, contrastant avec les violences qui avaient marqué les précédents

mouvements. Le 5 mai dernier, trois employés de banque avaient péri dans leur établissement incendié par des émeutiers anarchistes présumés.

A Thessalonique, deux manifestations séparées ont réuni au total quelque 5.000 personnes.

Mercredi soir, le Parlement a voté par 159 voix contre 137 en faveur de la réforme des retraites, qui prévoit des coupes dans les pensions et relève l'âge du départ à la retraite de 60 (voire 50 dans certains cas) à 65 ans pour les femmes. La réforme rend également les licenciements moins coûteux pour les entreprises.

Certains élus socialistes avaient ouvertement critiqué le projet de réforme, mais ils ont cédé à la pression du parti après avoir obtenu des amendements de dernière minute qui ralentissent pour la plupart la mise en oeuvre des changements.

Et le Premier ministre George Papandréou a fait savoir que l'Etat pourrait revenir à terme sur les coupes. "Lorsque notre économie sera remise sur pied et la croissance de retour, nous pourrions améliorer les pensions et proposer de meilleurs services aux salariés et aux retraités. C'est notre engagement", a-t-il déclaré devant le Parlement avant le vote.

Certains points risquaient encore d'être supprimés jeudi, les parlementaires devant voter sur des articles de la réforme. "J'ai exprimé mes très fortes réserves sur un certain nombre d'articles", expliquait Panayiotis Kouroumplis, un député socialiste.

Malgré les baisses des salaires des fonctionnaires et la hausse des impôts, Georges Papandréou est resté populaire pendant plusieurs mois durant la crise provoquée par l'explosion du déficit budgétaire et une dette nationale de plus de 300 milliards d'euros. Mais les derniers sondages montrent une baisse de popularité des socialistes.

Crise alimentaire au Sahel. (10.07)

Lepoint.fr - 09.07

Au Tchad, les humanitaires d'Oxfam ont vu des femmes casser des fourmilières pour récupérer quelques graines; au Mali, des mères partir toute la journée à la recherche de plantes sauvages. A présent, l'ONG sonne l'alarme: la crise alimentaire au Sahel va tourner au "désastre".

Vendredi à Dakar devant la presse, le directeur régional adjoint d'Oxfam, le Burundais Raphaël Sindaye, a énoncé d'emblée son intention: "amener les gouvernants et la communauté internationale à réaliser l'ampleur et la sévérité de la crise alimentaire qui secouent différents pays du Sahel, en particulier le Niger, le Tchad et le Mali mais aussi le nord du Nigeria, la Mauritanie et le Burkina Faso".

"Les yeux du monde ont du mal à percevoir cette crise", complexe et lente, qui touche pourtant au moins "10 millions de personnes", a-t-il assuré.

A son côté, le directeur d'Oxfam au Mali, le Français Gilles Marion, a renchéri: "Excusez-moi l'expression mais on va +droit dans le mur+. La situation déjà extrêmement alarmante va forcément devenir désastreuse. Il reste encore quatre mois de période de soudure, sans récolte, et les familles sont déjà passées à un repas par jour".

Dans le nord du Mali, comme dans le nord du Niger et dans certaines régions du Tchad, où la malnutrition est chronique, les experts d'Oxfam ont vu se dérouler plus ou moins le même scénario: celui d'une crise pastorale qui s'est transformée en crise économique puis en crise alimentaire.

En septembre 2009, la faiblesse des pluies, tardives et mal réparties, a été l'élément déclencheur. "Quand les pâturages n'ont pas été régénérés, dès décembre-janvier, les animaux ont souffert", a constaté M. Marion, dans le nord du Mali.

Dans cette région où les familles investissent l'essentiel de leur argent dans le bétail, "40% du cheptel a été décimé", explique-t-il.

"Les familles n'ont plus d'argent mais au contraire des dettes. Les céréales sont disponibles sur les marchés mais elles n'ont pas les moyens de les acheter. Elles sont passées à un repas par jour. Et on voit des femmes partir toute la journée à la recherche de plantes sauvages", relate-t-il.

Au Tchad, les choses se sont enchaînées à peu près de la même façon, selon la Franco-Guinéenne Nanthilde Kamara, conseillère en sécurité alimentaire de retour d'une mission dans ce pays: une faible pluviométrie, la production agricole et fourragère qui baisse, le prix des céréales qui grimpe...

"Les populations vulnérables ont adopté différentes stratégies de survie pour accéder à la nourriture: vente d'animaux, exode massif vers les centres urbains ou à l'étranger, réduction du nombre de repas", explique Nanthilde Kamara.

Au Niger, plus de 16% des enfants de moins de 5 ans souffriraient de malnutrition aigue, rapporte le Britannique Alexandros Yiannopoulos, intervenant d'Oxfam basé dans ce pays.

L'ONG y a distribué à 44.000 personnes des "bons" servant à l'achat de nourriture ou d'autres produits de première nécessité, mais s'emploie aussi à fournir du fourrage pour les animaux et à racheter du bétail.

A présent, Oxfam appelle les bailleurs de fonds internationaux, les agences onusiennes et les ONG à augmenter leur aide qui ne couvrirait pour l'instant que la moitié des besoins. "L'urgence, aujourd'hui, c'est d'aider les populations à avoir accès aux aliments", insiste M. Marion.

Mais, à long terme, rappelle M. Sindaye, "la priorité numéro un, c'est l'augmentation des investissements dans l'agriculture".

Bosnie. Les carnets de guerre de Ratko Mladic révèlent la conclusion d'accords secrets. (10.07)

AP - 09.07

Les carnets de guerre du général Ratko Mladic, commandant des forces bosno-serbes ayant participé au massacre de Srebrenica en 1995, ont révélé la conclusion d'accords secrets avec des Croates pour diviser la Bosnie-Herzégovine et expulser la population musulmane au début des années 1990.

Des extraits de ces carnets, saisis en février lors d'une opération des forces de l'ordre au domicile de son épouse à Belgrade, ont été cités dans une requête de l'accusation pour rouvrir le procès de six dirigeants croates de Bosnie devant le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

L'accusation souligne que les quelque 3.500 pages manuscrites soutiennent sa thèse d'une conspiration serbo-croate afin de déloger des musulmans de régions en Bosnie pour créer une "Grande Croatie".

Inculpé de génocide par le TPIY, Mladic est en fuite depuis 1995. Les documents rendus publics vendredi sont des notes prises par le général bosno-serbe au cours du conflit en Bosnie-Herzégovine.

Italie. La presse italienne mobilisée contre la limitation des écoutes. (10.07)

Reuters - 09.07

La presse italienne a été paralysée vendredi par une grève des journalistes contre un projet de loi qui limite le recours aux écoutes téléphoniques et prévoit des amendes pour les médias qui les reprendraient.

Le texte, défendu par Silvio Berlusconi, suscite l'indignation de l'opposition et d'une partie de l'opinion, au moment où le président du Conseil s'efforce de sauver la cohésion de sa coalition et de faire adopter un plan d'austérité draconien.

Le chef du gouvernement, magnat des médias, juge ce projet de loi nécessaire au respect de la vie privée. Ses détracteurs dénoncent une atteinte à la lutte contre le crime organisé et à la mission de la presse face à la corruption.

Approuvé le mois dernier par le Sénat, le texte doit être soumis le 29 juillet à la Chambre des députés. Il stipule que les écoutes téléphoniques ne pourront être ordonnées qu'en présence de preuves solides de l'existence d'un crime.

Elles devront en outre être approuvées par trois juges et ne pourront durer plus de 75 jours. Des prolongations ne seront possibles que pour des durées de trois jours.

Les magistrats craignent que la loi n'entrave leur travail. Le ministère américain de la Justice s'inquiète de son impact sur les enquêtes conjointes portant sur le crime organisé.

Pour le FNSI, principal syndicat des journalistes italiens, le texte va "sévèrement limiter le droit des citoyens à connaître le déroulement des enquêtes judiciaires et imposer des limites graves à la libre circulation de l'information".

Parmi les rares titres disponibles vendredi, Il Giornale, dirigé par le frère de Silvio Berlusconi, et Libero, quotidien proche du "Cavaliere", affirment que les "véritables entraves à la justice sont les écoutes effrénées".

La presse italienne publie régulièrement des transcriptions d'écoutes policières avant qu'elles ne deviennent des pièces à conviction, ce qui a donné lieu à plusieurs scandales retentissants.

Le ministre de l'Industrie Claudio Scajola a ainsi été contraint à la démission en mai, après la publication d'éléments attestant que son luxueux appartement romain avec vue sur le Colisée avait en partie été payé par un entrepreneur condamné pour corruption.

La polémique autour des écoutes a par ailleurs creusé le fossé entre Silvio Berlusconi et Gianfranco Fini, président de la Chambre des députés et cofondateur du Peuple de la liberté, au pouvoir.

"Un grand pays démocratique a besoin d'organes d'information forts, libres et qui font autorité", a récemment déclaré ce dernier. Les affrontements par presse interposée ne sont pas rares entre les deux hommes et les spéculations sur un éclatement de la coalition gouvernementale vont bon train.

Leur rivalité a débordé sur le débat autour du plan d'austérité que Silvio Berlusconi s'efforce de faire adopter malgré l'hostilité de l'opposition, des syndicats et de nombreux conseils régionaux, dont les budgets ont été revus à la baisse.

Le chef du gouvernement a d'ailleurs reçu vendredi les présidents de régions pour tenter d'apaiser les tensions.

Leur représentant, Vasco Errani, a jugé que l'entrevue avait été "très négative". "Il est évident qu'il s'agit d'un budget totalement contraire aux intérêts des régions", a-t-il déploré devant la presse.

Silvio Berlusconi, dont la cote de popularité a fondu de neuf points en six semaines, selon le Corriere della Sera, a engagé la responsabilité de son gouvernement sur ce budget. Un vote de confiance aura lieu la semaine prochaine au Sénat et fin juillet à la chambre des députés.

Allemagne. L'opposition SPD-Verts prend les rênes de la Rhénanie-Westphalie. (15.07)

Reuters - 14.07

Les sociaux-démocrates et les Verts allemands ont pris le contrôle du land stratégique de Rhénanie-Westphalie en désignant Hannelore Kraft (SPD) à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Aux yeux de l'opposition, cette alliance dans l'Etat le plus influent d'Allemagne pourrait préfigurer une future alternance politique au niveau fédéral, compte tenu de l'affaiblissement croissant d'Angela Merkel.

Neuf mois seulement après la reconduction de la chancelière fédérale et la rupture de la grande coalition entre chrétiens sociaux ou démocrates et sociaux-démocrates, ceux-ci n'excluent pas de pouvoir former un gouvernement, même minoritaire, avec les Grünen après les élections législatives de 2013.

L'élection de la SPD Hannelore Kraft à la tête de la Rhénanie-Westphalie intervient deux mois après la perte de ce land par le centre droit de Merkel, qui lui coûté du même coup la majorité au Bundesrat, la chambre haute du pays.

L'alliance de centre gauche qu'elle conduit gouvernera l'Etat de 18 millions d'habitants avec une voix de moins que la majorité absolue, mais elle compte sur l'appui de Die Linke (La Gauche), le parti radical d'Oskar Lafontaine, voire de mutins de la CDU, pour faire adopter ses textes.

Les sondages d'opinion récents montrent que la coalition SPD-Verts, qui a gouverné l'Allemagne de 1998 à 2005 sous la houlette de Gerhard Schröder, connaît de nouveau une phase ascensionnelle.

Avec 40% d'intentions de vote, elle devance de cinq points la coalition conservatrice au pouvoir, au plus bas.

Kraft, ancienne consultante en affaires âgée de 49 ans, prend, en même temps que la direction de l'Etat le plus peuplé d'Allemagne, un poids politique fédéral.

"Sera-t-elle la Merkel du SPD?", s'interroge déjà le grand quotidien Bild.

Commentaire.

On aurait pu titrer : Passage de relais en période de crise pour garantir la survie du régime.

SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir, SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir, SPD puis CDU-CSU au pouvoir, CDU-CSU puis SPD au pouvoir, SPD puis CDU-CSU au pouvoir... On continue ou on arrête, on dit stop on ne marche plus dans cette combine ?

On pourrait prendre la France et on parviendrait au même constat. Et qu'est-ce qu'on nous propose comme perspective politique après Sarkozy ? Aubry ou Strauss-Kahn ou un autre dirigeant du PS au pouvoir. Rappel : partis bourgeois au pouvoir puis Front populaire SFIO-PC-PR (36), puis partis bourgeois au pouvoir (39) avec Vichy en prime (40), puis Gaullistes-SFIO-PC (45), puis UDR (58), puis UDF-UDR (74), puis PS-PCF-PRG (81), puis RPR-UDF-PR (95), puis RPR-PS-PCF-PRG (97) puis RPR-UDF-PR (2002), puis UMP-Nouveau Centre-PR (2007), puis PS-PCF-PRG-Vert-PG en 2012 ? STOP !

Irlande. Manifestation contre une nouvelle provocation de l'impérialisme britannique. (titre de LdC) (15.07)

Lefigaro.fr - 14.07

Titre du Figaro.fr : *Belfast renoue avec les démons de la violence*. Commentaire accompagnant une photo "Des manifestants catholiques brandissent le drapeau irlandais devant des voitures en flammes, le 12 juillet, dans le quartier d'Ardoyne, au nord de Belfast.

Belfast a été secouée par trois nuits de violence consécutives qui ont fait plus de 80 blessés, rappelant les pires heures du conflit entre indépendantistes et unionistes en Irlande du Nord. Dans la soirée de mardi, de jeunes manifestants catholiques ont lancé des briques et des cocktails Molotov sur les policiers, et plusieurs coups de feu ont été entendus à Belfast. Une policière, qui a reçu lundi sur la tête un parpaing lancé depuis un balcon, souffre de «blessures sérieuses» . La police, qui a filmé les manifestations, affirme avoir identifié les meneurs et va procéder à «des arrestations importantes» .

Une fois de plus, les affrontements ont été provoqués en réponse aux marches orangistes. Chaque année, le 12 juillet, lors de l'anniversaire de la bataille de Boyne en 1690, pendant laquelle le roi protestant Guillaume d'Orange avait vaincu le roi catholique Jacques II, des manifestants indépendantistes tentent de s'opposer au passage des cortèges protestants dans les quartiers catholiques.

Mais cette semaine, l'intensité et la violence des émeutes dans les rues de Belfast n'avaient rien à voir avec les quelques altercations occasionnelles recensées le 12 juillet depuis les accords de paix de 1998.

Les anciens de l'IRA dépassés

Des heurts ont été enregistrés dans de nombreux quartiers de Belfast, mais les plus violents se sont concentrés dans le quartier d'Ardoyne, dans le nord de la ville, à la «frontière» entre les quartiers indépendantistes et loyalistes. Tout a commencé par des manifestants catholiques pacifistes qui s'étaient assis au milieu d'une rue pour empêcher le passage du cortège protestant. Ils ont été déplacés de force par la police, mais ensuite, des bandes de jeunes sont arrivées et ont attaqué la parade orangiste et les forces de l'ordre qui la protégeaient.

Les jeunes, en grande majorité des adolescents avec des survêtements à capuche et des foulards sur le visage, ont lancé des projectiles et des cocktails Molotov pour tenter d'empêcher la manifestation. Le lendemain, alors qu'aucune marche protestante n'était programmée, ils sont revenus défier les forces de l'ordre. La police d'Irlande du Nord a mobilisé 60 Land Rover blindées et des camions antiémeute avec des lances à eau.

«Je n'ai jamais vu ça, a témoigné à la BBC le père Gary Donegan, prêtre catholique à Ardoyne. Certains des manifestants avaient moins de 10 ans et ils faisaient les fiers en attaquant la police, devant des filles venues les regarder. C'était comme un jeu, et ils se vantaient de mettre les photos de leurs exploits sur les sites Internet communautaires.» Les adolescents plus âgés se servent des jeunes enfants comme de «bouclier» pour éviter que la police ne riposte.

Contrairement aux altercations passées, les représentants catholiques locaux ont été incapables de maîtriser les événements. «Les gens du quartier sont totalement opposés à ces violences», a affirmé Gerry Kelly, ancien de l'IRA et représentant de Sinn Féin pour le nord de Belfast, qui accuse des «agitateurs extérieurs». La police soupçonne une douzaine d'adultes militants d'un groupe dissident de l'IRA d'avoir embrigadé de jeunes adolescents catholiques pour provoquer de telles violences.

Ces émeutes «sont un retour en arrière par rapport aux progrès immenses que nous avons faits récemment», a regretté Martin McGuinness, le numéro deux du Sinn Féin, qui partage le pouvoir avec ses anciens ennemis protestants à l'Assemblée régionale d'Irlande du Nord.

Commentaires avisés de deux internautes.

- Chaque année, le 12 juillet, lors de l'anniversaire de la bataille de Boyne en 1690, pendant laquelle le roi protestant Guillaume d'Orange avait vaincu le roi catholique Jacques II, des manifestants indépendantistes tentent de s'opposer au passage des cortèges protestants dans les quartiers catholiques. Ce ne sont pas des manifestations indépendantistes mais des manifestations contre une humiliation organisée pas des gens qui vivent encore dans le passé et qui font ça juste pour le plaisir d'humilier. Qu'ils arrêtent ces marches orangistes et les militants catholiques arrêteront. Après tout ces "orangistes" ne sont que des colons sans foi ni loi.

- Pourquoi le titre ne fait-il mention que la religion supposée des émeutiers? Ils se battent pour l'indépendance de l'Irlande du nord qui appartient au Royaume-Uni. Ce sont donc des indépendantistes. Ils se battent pour le rattachement à l'Irlande: ce sont donc des rattachistes. Ils se battent pour établir une république en Irlande du nord: ce sont donc des républicains. Je ne vois pas de signe catholique sur la photo. Pourquoi seraient-ils catholiques? Les approximations partisanes du Figaro sont à pleurer. Ou sont les journalistes d'information?

Grèce. La réforme des retraites étendue à la fonction publique en Grèce. (16.07)

Reuters - 15.07

Les députés grecs ont étendu aux fonctionnaires la réforme des retraites adoptée lundi dans le cadre du plan d'austérité négocié avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'une aide de 110 milliards d'euros pour alléger la crise de la dette.

Le volet de la réforme consacré au secteur public a été facilement adopté, trois jours après celui sur le secteur privé.

La centrale syndicale de la fonction publique avait appelé à manifester mais à peine quelques centaines de personnes se sont rassemblées devant le Parlement.

La réforme aligne les règles en vigueur dans le public à celles du privé. Elle prévoit une réduction du montant des pensions et reporte l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans d'ici décembre 2013.

Elle vise également à repousser l'âge de départ des femmes, à porter l'âge moyen de départ effectif à la retraite de 61,4 ans aujourd'hui à 63,5 ans en 2015 et à réduire les possibilités de départ anticipé.

"Les mesures adoptées au Parlement sont extrêmement douloureuses mais nécessaires", a déclaré Theodore Coulombis, vice-président du cercle de réflexion Eliamep.

"La nouvelle en elle-même génère un optimisme prudent sur la capacité de la Grèce à éviter la faillite", a-t-il ajouté.

Les organisations syndicales et patronales grecques ont en outre signé jeudi un accord triennal sur les salaires qui prévoit un gel cette année puis des augmentations alignées sur l'inflation dans la zone euro les deux prochaines années.

Les vacances estivales et une certaine lassitude des mouvements quasi-quotidiens ont fait chuter l'affluence des manifestations, comme l'illustre celle de jeudi, mais de nouvelles tensions pourraient se produire à la rentrée, lorsque la récession se fera sentir le plus durement.

Jeudi, les contrôleurs aériens ont débrayé pendant quatre heures pour protester contre la réforme des retraites.

Tunisie: le journaliste Boukadous arrêté, malgré les appels en sa faveur.

Lepoint.fr - 15.07

Le journaliste Fahem Boukadous a été arrêté jeudi malgré les appels à l'annulation de sa condamnation à la prison pour "entente criminelle" et "diffusion d'information de nature à troubler l'ordre public", dans la foulée de manifestations sociales en Tunisie.

"Fahem Boukadous a été arrêté au lendemain de sa sortie de l'hôpital de Sousse, où il était soigné pour des problèmes respiratoires", a annoncé son avocate Radia Nasraoui.

Il a été interpellé à l'intérieur de l'hôpital Farhat Hached, où il était retourné chercher son dossier médical, en compagnie de son épouse jeudi,

a indiqué cette dernière à l'AFP.

Afef Boukadous a dit craindre pour la santé de son mari asthmatique et tenter de connaître le lieu de sa détention pour lui remettre des médicaments qu'il n'avait "pas eu le temps d'emporter" au moment de son interpellation.

L'arrestation du journaliste survenue à 09H30 locales, selon son épouse, n'avait pu être confirmée de source gouvernementale jeudi après-midi.

Fahem Boukadous, 40 ans, a été condamné le 6 juillet en son absence à quatre ans de prison ferme par la Cour d'Appel de Gafsa (sud-ouest), alors qu'il était hospitalisé depuis le 3 juillet à Sousse (centre-est) pour des problèmes pulmonaires.

Il a été reconnu coupable de "diffusion d'information susceptible de porter atteinte aux personnes et à leurs biens" et de "constitution d'une entente criminelle susceptible de porter atteinte aux personnes et aux biens".

Pour ses défenseurs et des ONG, le journaliste a été puni pour la couverture des manifestations sociales survenues en 2008 dans la région minière de Gafsa (350 km de Tunis) pour le compte de la chaîne satellitaire Al-Hiwar Ettounsi (Le Dialogue Tunisien, dissidence).

Les autorités tunisiennes dénie la qualité de journaliste à M. Boukadous, considèrent qu'il est impliqué dans ces troubles, assurant qu'il a été condamné pour "des infractions de droit commun sans rapport avec ses activités journalistiques".

Pour Tunis, il fait partie d'un "groupe criminel" ayant endommagé des bâtiments publics et privés, installé des barrages routiers et causé des "blessures sérieuses" à des officiers, notamment par des jets de cocktails molotov. Le jugement de Fahem Boukadous, résidant à Gafsa et auteur d'images exclusives sur des manifestations contre le chômage et la corruption dans cette région minière, a suscité plusieurs réactions hostiles au régime tunisien.

En Tunisie, le Parti démocratique progressiste (légal) s'est opposé à son renvoi en prison et demandé l'annulation du verdict, également dénoncée par des ONG de défense des droits de l'Homme.

A l'étranger, les Etats-Unis se sont dits "profondément inquiets" d'un recul des libertés en Tunisie et la France a affirmé son attachement "à la liberté d'expression" en Tunisie suite à l'annonce du verdict.

Le parti communiste français a dépêché à Tunis une délégation conduite par Marie-George Buffet pour l'appui du journaliste, un opposant proche du Parti communiste des ouvriers tunisien (PCOT, interdit).

L'Institut international de la presse (IPI) avait aussi dénoncé un climat de répression contre les journalistes, où ils risquent des intimidations voire la prison s'ils cherchent à informer sur la corruption dans leur pays, selon l'organisation.

Pour Reporters sans Frontières (RSF), la condamnation de M. Boukadous n'est qu'un "cas de plus qui montre que le régime tunisien se veut implacable avec les journalistes indépendants", qui subissent selon l'organisation de défense de la presse un "véritable harcèlement au quotidien".

Mali. Suspension de la grève dans les universités maliennes. (19.07)

RFI - 18.07

Ils étaient en grève depuis trois mois, les enseignants de l'université de Bamako et des grandes écoles ont repris les cours vendredi 16 juillet 2010. Ils ont accepté de faire une trêve dans la grève qu'ils mènent afin d'obtenir notamment une hausse des salaires. Une suspension du mouvement soumise à la poursuite des négociations et décidée après une réunion entre les responsables syndicaux et le président Amadou Toumani Touré. Les cours ont fait le plein ce vendredi afin de rattraper le retard accumulé.

Beaucoup de monde dans les facultés visitées. On dirait même qu'il s'agit d'une rentrée universitaire. « Il faut aller vite pour boucler les cours », explique un étudiant malien en faculté de droit. Les plus heureux sont les étudiants étrangers. Ils sont issus d'une vingtaine de nationalités et viennent ici dans les facultés de bonne réputation. « Je prie tous les dieux pour que la grève ne reprenne pas le dessus » confie Christophe, un jeune centre-africain.

C'est vrai que pour le moment les enseignants du supérieur n'observent qu'une trêve obtenue grâce à l'intervention du président malien. Pour valider l'année académique, il faut 25 semaines de cours. On est loin du compte et pour rattraper le temps perdu les enseignants doivent, quasiment, sacrifier leurs vacances. Et si cela ne suffit pas, ils devront faire se chevaucher deux années universitaires.

Mais tout en reprenant les cours, sur la table, il y a toujours les revendications financières et d'ordre académique des enseignants. Les négociations vont donc continuer. Et selon les observateurs, pour éviter une année universitaire blanche de part et d'autre il va falloir faire des concessions.

Enquête sur la grogne des ouvriers en Chine. (20.07)

Lexpress.fr - 19.07

Conditions de travail, augmentations de salaire... les récents conflits sociaux dans le pays sont révélateurs d'une économie en profond bouleversement. Artisans de la croissance chinoise, les ouvriers migrants sont prêts à se battre pour faire valoir leurs droits.

Dès l'aube, alors que l'épaisse brume matinale se lève à peine, Chongqing grouille d'une activité débordante : les voitures se lancent en désordre sur le bitume encore frais, tandis que les ouvriers s'activent sur les chantiers à ciel ouvert de l'immense cité région. "Go West !", a intimé le gouvernement pour désenclaver l'intérieur du pays. Et les mingong d'affluer par centaines dans cette mégalopole du centre-ouest de la Chine, qui compte désormais plus de 32 millions d'âmes. Ces ouvriers migrants s'agglutinent dans les dortoirs d'usine et les hautes tours qui poussent ici comme des champignons, entre les fleuves Yangtze et Jialing. Malgré le travail précaire, harassant et sous-payé (guère plus de 1 000 yuans mensuels, soit 120 euros), tous caressent l'espoir d'une vie meilleure, loin du désœuvrement et de la misère des campagnes. Changement notable : désormais, ces mingong, inépuisable chair à croissance du miracle chinois, sont prêts à se battre pour que leur rôle soit reconnu. Et obtenir la part qui leur revient.

Pour le pouvoir, le sort des ouvriers migrants est devenu une préoccupation constante. "Le gouvernement sait qu'il tire sa seule légitimité de l'enrichissement de l'ensemble des couches de la population, et il craint par-dessus tout l'explosion sociale", explique Patrick Chovanec, un économiste américain qui enseigne à l'université Tsinghua de Pékin. C'est pourquoi les autorités ont fait de la "croissance harmonieuse" leur mot d'ordre : sur le plan géographique, mais également sur le plan social. Car les tensions engendrées par la modernisation sont de plus en plus perceptibles. Dans les écoles d'abord, où une série de massacres, perpétrés par une poignée de déséquilibrés, a fait la Une des journaux et traumatisé le pays. Ici, s'en prendre à l'enfant roi, c'est toucher au symbole d'une société prête à tous les sacrifices pour assurer un avenir meilleur à la génération suivante. Pour beaucoup, ces faits divers témoignent d'un malaise au cœur du miracle économique : celui des laissés-pour-compte d'un système qui crée des richesses à une vitesse inégalée, mais bouscule tout aussi rapidement les repères, et creuse un fossé béant entre gagnants et exclus du développement.

"Les jeunes sont davantage conscients de leurs droits"

Puis ce fut au tour des usines de "l'atelier du monde" d'être touchées par ce syndrome. Une épidémie de suicides a frappé le site géant du taïwanais Foxconn à Shenzhen, où 400 000 employés confectionnent les iPad d'Apple, les consoles de jeu de Sony, ou encore les téléphones mobiles de Nokia. Autant de bijoux technologiques qu'ils se contentent de voir passer entre leurs mains : leur salaire (autour de 1 000 yuans mensuels) ne leur permet guère d'espérer pouvoir en acheter un jour. Et lorsqu'ils se rendent compte qu'ils n'accéderont jamais au mode de vie des jeunes de la ville, certains craquent. "Voilà encore quelques années, les mingong acceptaient docilement des conditions de travail très difficiles, interprète Liu Kaiming, président de l'Institut d'observation contemporaine et spécialiste des questions sociales. La nouvelle génération est mieux informée, davantage consciente de ses droits, et elle a des aspirations plus grandes."

La question salariale est au cœur de leurs préoccupations. "Il ne s'agit pas pour eux de contester le système, témoigne la journaliste Leslie Chang, auteure de *Factory Girls*, un ouvrage consacré à la vie des jeunes femmes des campagnes venues travailler à l'usine. Ce qu'ils veulent, c'est en profiter eux aussi." Déjà, plusieurs grèves ont fait grand bruit ces dernières semaines. Chez Honda, où l'arrêt de travail de 200 ouvriers, dans l'usine de Chen, dans le delta des Perles, a abouti à une augmentation de 300 yuans du salaire mensuel de base, porté à 1 500 yuans (180 euros). Chez le fabricant taïwanais de pièces pour voitures Kok Machinery, dans la province du Jiangsu, voisine de Shanghai, où les violents affrontements entre grévistes et agents de sécurité ont fait une cinquantaine de blessés. A l'usine Toyota de Tianjin, près de Pékin, où une hausse générale des rémunérations de 17 % a finalement été octroyée pour calmer la contestation. En réalité, le rapport de force a quelque peu évolué ces dernières années : le vieillissement du pays, lié à la politique de l'enfant unique, ainsi que le développement des régions de l'intérieur contribuent à une raréfaction de la main-d'oeuvre, en particulier la plus qualifiée, dans les zones côtières. "Cela fait deux ans que j'ai du mal à recruter, témoigne un industriel français qui emploie près de 1 000 salariés dans la région de Shanghai. Et ce, alors que chaque année j'augmente significativement les salaires."

Le mot d'ordre donné aux Chinois : consommez!

Les mouvements sociaux ont été largement couverts par les médias, pourtant étroitement contrôlés par Pékin. Car les grèves font, dans une certaine mesure, les affaires du pouvoir : l'augmentation des salaires obtenue par les frondeurs va en effet dans le sens de la mutation de l'économie chinoise engagée par le gouvernement. "Le pays se trouve à un stade où il doit passer d'un développement centré sur les exportations et la production de biens à faible valeur ajoutée, à une croissance où la consommation intérieure joue un plus grand rôle, analyse Patrick Chovanec. Pour cela, il faut nécessairement augmenter le pouvoir d'achat."

Même si la locomotive chinoise n'a guère été ralentie (+ 9,1 % en 2009) par la crise mondiale, celle-ci a montré les limites d'une croissance trop déséquilibrée. Le gouvernement a déjà pris un certain nombre de mesures pour encourager la consommation, comme le relèvement du salaire minimum, l'extension du système de couverture santé, ou encore l'adoption de réformes du droit du travail rendant théoriquement plus difficiles les licenciements. "Il existe désormais un arsenal assez complet en la matière, témoigne David Boitout, associé au cabinet Gide Loyrette Nouel, à Shanghai. Mais certains salariés ont bien sûr plus de moyens de le faire appliquer que d'autres."

Consommez ! Le mot d'ordre a été entendu cinq sur cinq par les nouvelles classes moyennes et supérieures chinoises. A Shanghai, où les salaires sont les plus élevés du pays, la fièvre acheteuse gagne du terrain, de Nanjing Lu, où les accros du shopping partent à l'assaut du Plaza 66, immense mall qui accueille les plus grandes marques de luxe occidentales, au quartier de Xintiandi, au coeur de l'ex-concession française : désormais, à deux pas du bâtiment où s'est tenu, en 1921, le premier congrès du Parti communiste chinois, fleurissent restaurants chics, boutiques branchées et boîtes de nuit bondées à peine la nuit tombée.

La décision récente des autorités de Pékin de réévaluer le yuan et, par conséquent, de renchérir les exportations va également dans le sens d'une évolution du modèle économique. "Le gouvernement sait qu'il marche sur un fil, car il ne veut pas non plus décourager les investisseurs étrangers. C'est pour cela qu'il procède de manière très graduelle", témoigne Jean-François Huchet, directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine. D'autant que le pays est menacé par d'autres déséquilibres, comme le gonflement de la bulle immobilière, les problèmes environnementaux ou le surendettement des collectivités locales. "La Chine se trouve à un point charnière très difficile à négocier : elle doit renoncer à un modèle qui, jusque-là, a parfaitement fonctionné, conclut Patrick Chovanec. Si elle rate cette transition, elle risque de connaître une évolution à la japonaise, avec une croissance moins forte pendant des années." Si elle la réussit, en revanche, rien ne pourra l'empêcher de faire un nouveau grand bond en avant. Et de devenir, d'ici à quelques années, la première puissance économique de la planète.

Surinam. L'ancien dictateur du Surinam Dési Bouterse élu président. (20.07)

Reuters - 19.07

L'ancien chef de l'armée et auteur de deux coups d'Etat, Dési Bouterse, a été élu président du Surinam par le parlement de ce petit pays d'Amérique du Sud.

La coalition Mega Combinaison de Bouterse a remporté les élections législatives, mais sans obtenir la majorité nécessaire pour désigner un président.

Le parlement a donc dû se prononcer après des tractations entre partis et a élu l'ancien dictateur, âgé de 64 ans, par 36 voix sur 50, contre 13 à l'actuel ministre de la Justice, Chandrikapersad Santokhi.

Ancien homme fort de l'armée, Bouterse a pris le pouvoir lors d'un coup d'Etat en 1980, puis à nouveau en 1990.

Son procès pour l'exécution de 15 opposants en 1982, lorsqu'il dirigeait le pays, est en cours. Il a en outre été condamné par contumace aux Pays-Bas pour trafic de drogue en 1999.

Avant le scrutin de lundi, deux organisations locales de défense des droits de l'homme avaient appelé l'Assemblée nationale à rejeter sa candidature.

UE. Bruxelles loue le rôle des religions pour surmonter la crise. (20.07)

Reuters - 19.07

La foi, les religions et les oeuvres de charité jouent un rôle primordial pour surmonter les conséquences de la crise économique et financière, ont estimé lundi les présidents de la Commission, du Conseil et du Parlement européens.

José Manuel Barroso, Herman van Rompuy et Jerzy Buzek ont par ailleurs estimé que l'Europe devait s'inspirer de l'expérience des Eglises et communautés religieuses dans la lutte contre la pauvreté.

"La crise économique et financière a frappé de plein fouet de nombreuses personnes. Il est incontestable que pour beaucoup d'entre elles, les oeuvres de charité et la foi ont joué un rôle précieux pour les aider à traverser ces moments difficiles", a déclaré José Manuel Barroso lors d'une conférence de presse, au milieu de dignitaires chrétiens, juifs et musulmans et de délégués des communautés sikhes et hindoues issus de 14 pays.

"Les Eglises et les communautés religieuses représentent d'importants prestataires de services sociaux dans les Etats membres. Si nous voulons combattre efficacement la pauvreté, il est essentiel de tirer des enseignements de leur longue et vaste expérience dans ce domaine", a-t-il poursuivi.

L'année 2010 est placée dans l'UE sous le signe de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la stratégie Europe 2020 récemment adoptée par l'UE prévoit de diminuer de 25% d'ici dix ans le chiffre actuel de 84 millions de pauvres en Europe.

Alors que le traité de Lisbonne prône "un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile", organisations philosophiques et non-confessionnelles seront quant à elles reçues à Bruxelles sur le même thème le 15 octobre.

Commentaire.

Quelle cruauté et quel cynisme ! Le capital et le goupillon quoi, ajoutons le sabre en cas d'affrontement avec le prolétariat...

Dictature chilienne: l'Eglise propose de gracier certains militaires, colère des familles. (22.07)

Lepoint.fr - 21.07

L'Eglise catholique du Chili a proposé mercredi de gracier à certaines conditions des soldats coupables de violations des droits de l'homme sous la dictature (1973-1990), provoquant la colère des proches des 3.000 personnes tuées ou disparues sous le régime militaire.

"Tous n'ont pas eu la même responsabilité dans les crimes commis. Une grâce généralisée nous semble aussi inadaptée que de refuser en bloc de gracier tous les anciens membres des forces de l'ordre condamnés" pour des crimes commis sous la dictature, déclare l'Eglise dans sa proposition remise à Sebastian Pinera, premier président de droite depuis le retour de la démocratie.

"Il faut distinguer le degré de responsabilité de chacun, le degré de liberté avec lequel il agi, les gestes d'humanité dont il a fait preuve et les regrets qu'il a exprimés pour ses délits", ajoute-t-elle.

"Le président va prendre une décision reposant sur des critères de vérité, de justice, d'unité nationale, de sécurité citoyenne et des considérations humanitaires", a précisé la secrétaire générale du gouvernement Ena Von Baer.

Des centaines de personnes, brandissant des photos de proches tués ou disparus sous la dictature du général Augusto Pinochet, ont manifesté autour du palais présidentiel lors de la remise de cette demande de grâce pour "raisons humanitaires" à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance du Chili, commémoré le 18 septembre.

Elle concerne des détenus malades, âgés ou ayant accompli la majorité de leur peine.

"Nous avons écouté monseigneur (Alejandro) Goic (président de la Conférence épiscopale du Chili) dire qu'ils n'allaient exclure personne de cette proposition. Cela veut donc dire qu'ils incluent des personnes qui ont violé les droits de l'homme, ce qui est inacceptable", s'est emportée Lorena Pizarro, présidente de l'Association des proches de détenus disparus.

Environ 3.000 personnes sont mortes ou disparues sous la dictature. Plus de 500 militaires de l'époque sont poursuivis pour violations des droits de l'homme.

Le but "n'est pas de rouvrir les graves blessures d'hier ni de prétendre qu'elles peuvent se refermer par décret", a précisé Mgr Goic.

"Nous croyons que l'on peut faire des gestes de clémence dans le cadre de l'Etat de droit", a-t-il ajouté.

La droite au pouvoir a salué la proposition.

"L'Eglise fait preuve de compassion de manière uniforme. Il n'y a pas de catégories en matière de compassion", a déclaré le président de Renovation nationale, Carlos Larrain.

L'opposition de centre-gauche, qui a largement souffert de la répression après le coup d'Etat de Pinochet contre le président socialiste Salvador Allende, est en revanche indignée.

"Je rejette en bloc cette demande. Quand on invoque la miséricorde, c'est précisément celle que n'ont pas eu les auteurs de violations des droits de l'homme à l'endroit de leur victimes", a déclaré à l'AFP le député Jorge Tarud.

L'Eglise chilienne, divisée sous le régime militaire, conserve une forte influence dans ce pays laïc de 16,8 millions d'habitants, où 72% des personnes se disent catholiques.

Chine : grèves relancées, ouvriers en colère. (22.07)

Lefigaro.fr - 21.07

Une étude de l'université de Shenzhen décrit le profil de ces travailleurs migrants moins dociles que leurs aînés.

Même si elle s'est un peu apaisée, la vague de grèves qui a touché la Chine depuis le mois de mai est loin d'être terminée. Des centaines d'ouvriers d'une usine du fabricant japonais de matériel électronique Omron, à Canton dans le Sud, ont cessé le travail mercredi. Ils gagnent 150 euros par mois et réclament des hausses de salaires de 60 à 90 euros. Une autre usine du groupe Honda, à Foshan, est également en grève depuis une semaine.

Ces nouveaux mouvements surviennent alors que le Quotidien du peuple vient de publier des extraits d'une enquête menée par l'université de Shenzhen et la Fédération des syndicats de la ville. Cette enquête a été commandée après la série de suicides qui a frappé l'usine Foxconn, fabriquant, entre autres, les fameux iPhone. Un onzième employé du groupe se serait d'ailleurs donné la mort mardi.

Le rapport permet de cerner un peu mieux le profil de cette deuxième génération de migrants, si différente de la première. Plus de 90 % des ouvriers interrogés se plaignent de la longueur des journées de travail. Non de la durée légale, encadrée par la loi de 2008, mais du nombre d'heures supplémentaires qu'ils sont obligés d'effectuer pour avoir un salaire plus décent. Le salaire de base tourne autour de 900 yuans (100 euros). Si l'on ajoute les heures supplémentaires, il s'élève à 1800 yuans (200 euros) pour un travailleur migrant. C'est la moitié du salaire moyen d'un employé «normal», c'est-à-dire un résident permanent de la ville.

Plus des trois quarts de ce maigre salaire partent dans les dépenses quotidiennes, comme la nourriture, le logement et les transports. Les migrants continuent d'envoyer 20 % leurs revenus à leurs familles restées à la campagne, un peu moins que leurs aînés.

Permis de résidence intérieure

La grande majorité des ouvriers réclame la suppression du système du «hukou», ce permis de résidence qui prive des millions de «migrants» de l'accès aux avantages sociaux offerts aux citoyens. Une intégration d'autant plus indispensable que seul 1 % d'entre eux envisage de retourner dans leurs campagnes d'origine. Un renversement par rapport à la génération précédente.

Un éminent sociologue de l'université de Pékin, Lu Huilin, vient d'exhorter les autorités à changer le modèle de développement. «Le pays utilise une immense masse de main-d'œuvre bon marché pour poursuivre ses objectifs de croissance, tout en ignorant les droits de l'homme les plus simples des ouvriers ainsi que les principes d'équité. Les jeunes migrants commencent à résister instinctivement au système», a-t-il averti. Si rien ne change, ces problèmes vont se muer «en courant non maîtrisable».

L'enquête ne s'est pas aventurée sur le terrain sensible d'une représentation syndicale indépendante, hors du parti, seul gage d'une vraie défense des intérêts des petites mains de «l'atelier du monde».

Commentaire d'un Internaute.

Dans 99% des usines, les ouvriers sont logés et nourris. "Plus de 3/4 de ce salaire (1800 rmb) partent dans les dépenses quotidiennes". Cela correspond à 1350 RMB. Une cantine d'usine coûte 3RMB par repas, soit environ 270 RMB par mois. Un logement en dortoir coûtera environ 500 RMB pour 8 personnes. Un logement dans un village ne coûtera pas plus que 300 RMB et il sera partagé à plusieurs. Reste donc au minimum 800 à 1000 RMB de transport / billard / divers par mois... C'est beaucoup et vos chiffres sont très très loins de la réalité.

Chine : Fin de la grève chez un fournisseur de Honda en Chine après des hausses de salaires. (23.07)

AP - 22.07

En grève depuis le 12 juillet, les ouvriers d'un sous-traitant de Honda en Chine ont repris le travail jeudi après avoir accepté une hausse de

salaire.

La grève dans l'usine Atsumitec de Foshan dans la province du Guangdong près de Hong Kong fait partie d'une série de mouvements sociaux qui ont récemment paralysé des dizaines d'usines de groupes chinois ou étrangers en Chine.

Les deux employés d'Atsumitec ont repris le travail après avoir accepté une hausse de 500 yuans des salaires mensuels qui démarrent à 1.070 yuans, a-t-on appris auprès d'un employé de l'usine, interrogé par téléphone sous couvert de l'anonymat.

La grève avait commencé le 12 juillet dans cette usine qui fournit des leviers de vitesse aux usines d'assemblage de Honda en Chine. Le constructeur automobile nippon avait fait savoir que la production n'avait pas été affectée par cette grève car il disposait de stocks suffisants.

Des Allemands de l'ex-RDA cobayes de groupes pharmaceutiques occidentaux. (23.07)

Lefigaro.fr - 22.07

Des groupes pharmaceutiques occidentaux ont utilisé des Allemands de l'Est comme cobayes moyennant le versement de devises fortes au régime communiste de l'ex-RDA, selon une télévision allemande jeudi.

Les tests de médicaments, qui ont duré de 1985 à la chute du Mur de Berlin en 1989, concernaient plus de 2.000 patients, a indiqué à l'AFP Stefan Huege, réalisateur de l'émission pour la chaîne publique régionale MDR.

Plusieurs firmes occidentales ont testé leurs produits dans l'ex-RDA, dont la suisse Ciba Geigy, qui aurait procédé à des essais cliniques d'un antidépresseur, le Brofaromin, dans la région de Plauen, en Saxe, selon MDR.

Un témoin, Karin Forner, a affirmé à MDR que sa mère qui souffrait de dépression chronique n'avait été acceptée dans un hôpital de Plauen qu'en échange de sa participation à une "étude" en 1989.

Traitée avec l'antidépresseur Brofaromin sa mère avait perdu du poids et semblait avoir perdu tout contact avec la réalité. Ce n'est qu'après avoir arrêté ce traitement qu'elle a commencé à se rétablir. Selon MDR, aucune autorisation de mise sur le marché de ce médicament n'a d'ailleurs été demandée dans les pays de l'Ouest.

MDR a montré des fac-similés de documents mettant en cause Ciba Geigy, une entreprise qui appartient aujourd'hui au géant pharmaceutique Novartis. Interrogé par l'AFP, le porte-parole de Novartis, Eric Althoff, s'est refusé à commenter la teneur de l'émission, indiquant que son groupe n'avait pas été contacté par l'équipe de télévision. Il a ajouté que tous les tests cliniques de Novartis respectaient les principes éthiques.

En échange, les sociétés concernées ont versé des sommes importantes à la KoKo (Kommerziellen Koordinierung), une filiale du ministère du Commerce de l'Allemagne de l'Est chargée de recueillir des devises, selon la chaîne de télévision qui appuie ses dires sur des témoignages et des archives de la Stasi, la police secrète est-allemande.

Certains patients, sur lesquels ces médicaments non homologués à l'Ouest étaient testés, ont souffert des séquelles importantes et certains sont morts, selon MDR.

Le prix du sucre et des oeufs flambe en Thaïlande. (23.07)

AP - 22.07

Des hausses au goût amer: le prix du sucre et des oeufs s'envole en Thaïlande en raison de problèmes d'approvisionnements pour ces denrées de base. Les vendeurs de rue qui nourrissent des millions de personnes à Bangkok n'ont pas encore répercuté ces augmentations sur leurs clients mais pourraient commencer prochainement.

Deuxième exportateur mondial de sucre, la Thaïlande en produit 7 millions de tonnes par an, dont deux millions sont habituellement réservés à la consommation intérieure. Mais cette année les stocks se sont taris après que le cours du sucre eut atteint en janvier son plus haut niveau en 30 ans, à 750 dollars la tonne. Il a depuis baissé mais reste plus élevé qu'il y a un an.

La pénurie a contraint le pays à importer du sucre pour la première fois depuis 30 ans. Le gouvernement en a acheté 74.350 tonnes la

semaine dernière pour un prix oscillant entre 705 et 720 dollars la tonne.

Les vendeurs de rue, qui utilisent abondamment cette denrée, n'ont toutefois pas constaté de retour à la normale. "Il n'y a rien que je puisse faire, je dois vendre mes fruits tous les jours", explique Charoen Saengsilp, 51 ans, qui vend goyaves et mangues accompagnées notamment de sucre, à Kamphaengphet, dans le nord du pays. Il paie aujourd'hui 28 bahts (68 centimes d'euro) le kilo de sucre, au lieu de 10 bahts (24 centimes d'euro) l'an dernier.

Pour l'instant, il n'a pas répercuté la hausse sur ses clients mais explique qu'il sera peut-être contraint de le faire si les prix continuent de flamber. D'autres vendeurs, nombreux, assurent que ce n'est qu'une question de temps avant que les clients ne paient plus cher pour des spécialités sucrés, le khai jjaao (l'omelette thaïlandaise) et d'autres plats populaires.

M. Charoen souligne que le sucre est plus difficile à trouver en magasin. Une pancarte dans un supermarché de Kamphaengphet prie les clients de limiter leurs achats à trois kilos par famille.

Certains attribuent la responsabilité de la pénurie à des grossistes cupides exportant du sucre destiné au marché intérieur afin de profiter de cours mondiaux élevés. "Le gouvernement a tenté de dire aux producteurs: vous êtes censés satisfaire la demande intérieure en premier avant d'exporter", déclare Thanawat Polvichai, directeur du Centre pour les prévisions économiques et commerciales à l'Université de la chambre de commerce thaï. Mais "les prix mondiaux étaient élevés et les négociants voulaient augmenter leurs profits".

De son côté, Prasert Tapaneeyangkul, un responsable du ministère de l'Industrie, pointe du doigt la hausse de la demande intérieure, qui a augmenté d'un quart en rythme annuel au premier semestre 2010 et a notamment été observée chez les producteurs de boissons.

La hausse du prix des oeufs aggrave également la situation pour certains vendeurs de rue. Lek Saetang, 58 ans, propose omelettes et oeufs durs dans le centre de Bangkok. Les quatre douzaines d'oeufs qu'elle achète chaque jour lui coûtent aujourd'hui 4 bahts pièce (9 centimes d'euro), soit deux fois plus qu'il y a quelques mois.

Cette fois, ce n'est pas les cours mondiaux, mais une collusion entre producteurs qui est à l'origine du problème, admet Korbsak Sabhavas, secrétaire général du Premier ministre Abhisit Vejjajiva.

Les neuf entreprises autorisées à importer des poules pondeuses ont choisi d'en faire venir moins que le nombre de 400.000 convenu de manière informelle avec les autorités. Pendant deux ans d'affilée, elles n'en ont importé que 360.000 dans le but de faire monter les prix, précise M. Korbsak, qui a mené une enquête à la demande du Premier ministre.

"C'est un gros marché." Au prix de 3 bahts (7 centimes d'euro) l'oeuf, cela représente "90 millions de bahts (2,18 millions d'euros) par jour et 30 milliards de bahts (729 millions d'euros) par an", souligne M. Korbsak. En réponse à la hausse des prix des oeufs, le gouvernement a notamment supprimé le quota sur l'importation des poules et étendu l'autorisation d'importer ces volatiles à d'autres sociétés.

USA. Une alarme de la plate-forme Deepwater Horizon aurait été désactivée. (25.07)

Lepoint.fr et Slate.fr - 24.07

Une alarme avait été volontairement désactivée sur la plate-forme Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique, a indiqué, vendredi, un ingénieur de forage aux enquêteurs américains cherchant les causes de la marée noire. Cette alarme aurait pu détecter la formation d'une poche de méthane dans la conduite montante, à l'origine de l'explosion du 20 avril qui a déclenché la pollution, a précisé l'ingénieur nommé Mike Williams. Les responsables de la plate-forme "ne voulaient pas que les employés soient réveillés à trois heures du matin par de fausses alertes", a déclaré Williams devant les six membres d'une commission d'enquête fédérale, lors d'une audience à Kenner, en banlieue de la Nouvelle-Orléans.

La plate-forme, propriété du groupe Transocean, forait un puits pour le compte du pétrolier BP lorsqu'elle a explosé et pris feu, le 20 avril. Onze personnes ont péri dans la catastrophe, qui a ensuite entraîné la pire marée noire de l'histoire des États-Unis. Les déclarations de Williams semblent contredire des témoignages écrits recueillis auprès d'autres employés. "Au moment de l'accident, j'étais dans la salle de contrôle des moteurs en train d'effectuer mes tâches de nuit. Plusieurs alarmes au gaz ont alors retenti", a ainsi raconté Douglas Brown, mécanicien en chef de la plate-forme.

Défaillances informatiques

Selon Transocean, "la configuration générale des alarmes sur Deepwater Horizon était intentionnelle et conforme aux pratiques maritimes en vigueur". Le groupe ajoute que la plate-forme disposait de "centaines d'alarmes distinctes contre l'incendie et le gaz, qui avaient toutes été testées, se trouvaient en bon état et étaient contrôlées depuis le poste de commandement". "Aucune n'avait été désactivée."

Après une semaine d'audiences de responsables de Transocean à Kenner, la commission d'enquête doit se réunir à Houston, du 23 au 27 août, pour entendre des dirigeants de BP et de Transocean. Dans les témoignages recueillis cette semaine, le personnel de la plate-forme a fait état de nombreuses défaillances informatiques ou mécaniques sur la plate-forme, dont les travaux étaient en retard de 43 jours sur le planning prévu au moment de la catastrophe.

L'autre temps fort de l'audition de vendredi fut le témoignage de Natalie Roshto, la veuve de l'un des employés tués le 20 avril. Son mari lui avait fait part de nombreuses reprises ses inquiétudes sur la sécurité à bord de la plateforme : «Dès le premier jour, a-t-elle raconté, il prévoyait l'enfer pour ce puits : Mère Nature ne veut simplement pas qu'on fore ici». Le matin de l'accident, au téléphone, il lui avait fait part des difficultés de l'équipe à contrôler le puits et que la pression était forte...

En Chine, un quart de l'eau est polluée et inutilisable. (27.07)

Reuters - 26.07

Un quart de l'eau de surface en Chine est si polluée qu'elle ne peut même pas servir dans l'industrie, et moins de la moitié est potable, lit-on dans des données publiées par le ministère chinois de la Protection de l'environnement.

Des inspecteurs du ministère ont effectué des tests sur des échantillons d'eau prélevés dans les principales rivières et les principaux lacs du pays au cours du premier semestre de cette année.

La qualité de l'eau comprend six niveaux en Chine. Les trois premiers indiquent une eau potable et bonne pour le bain. Dans une note publiée sur son site internet, le ministère fait état de 49,3% d'eau potable, contre 48% l'an dernier.

Dans les catégories 4 et 5 on trouve 26,4% de l'eau, c'est-à-dire qu'elle ne peut être utilisée que pour l'industrie et l'agriculture, et 24,3% est en catégorie 6 et donc impropre à tout usage.

En dépit d'un renforcement de la législation ces dix dernières années, le ministère peine à empêcher les milliers d'usines de ciment et d'usines chimiques de déverser leurs déchets dans les cours d'eau du pays. L'utilisation excessive d'engrais a également conduit au développement d'algues dans les lacs et les rivières.

Grèce. Les chauffeurs routiers entament une grève en Grèce. (27.07)

Reuters - 26.07

Les chauffeurs routiers grecs ont entamé lundi une grève de plusieurs jours et garé leurs poids lourds le long des routes pour protester contre des projets d'ouverture de leur secteur à la concurrence.

Les propriétaires de stations-service ont indiqué que la grève avait d'ores et déjà des répercussions sur l'approvisionnement en essence et que des files d'attente se formaient à certaines stations, dans Athènes, où les automobilistes affluaient pour faire le plein.

"D'ici mercredi, il n'y aura plus d'essence", a estimé le président de la fédération des stations-service de l'Attique, Georges Asmatoglou.

Ce mouvement social a commencé le jour même où des représentants de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI) arrivaient dans le pays pour une visite d'inspection avant de décider si la prochaine tranche d'un plan d'aide international - neuf milliards d'euros - pourra être débloquée en septembre.

Le Grèce doit ouvrir certaines professions à la concurrence dans le cadre des mesures qui lui ont été imposées pour obtenir une aide internationale de 110 milliards d'euros, destinée à sortir le pays des déboires financiers qui ont mis à mal l'euro.

Le transport routier est l'une des professions les plus fermées à la concurrence en Grèce, de même que le secteur des pharmacies, de l'architecture et les avocats.

L'Inde lutte contre une inflation à 10 %. (28.07)

Lefigaro.fr - 27.07

Troisième économie d'Asie, derrière le Japon et la Chine, l'Inde, où se rend vendredi en visite officielle le premier ministre britannique, David Cameron, est en proie à un fléau économique oublié en Europe : une inflation à deux chiffres imputée à la surchauffe économique. L'emballement des prix est tel que la banque centrale indienne a relevé, ce jeudi, ses taux d'intérêt, à 5,75%, et activé, plus que prévu, son programme d'absorption de liquidités auprès des banques.

L'Inde, où la croissance pourrait dépasser 9 % cette année, d'après le FMI, peine à juguler une inflation galopante, sujet de préoccupation numéro un, dans un pays où trois quarts de la population vivent avec moins de 2 dollars par jour. Malgré trois hausses de taux depuis janvier, l'inflation dépasse encore les 10% en juin, un chiffre record au sein du G20.

Alors que le Congrès part en guerre contre l'inflation, un nouveau tour de vis monétaire est attendu à l'automne. Contrairement à la Chine, qui est parvenue à freiner le crédit à temps pour empêcher l'éclosion d'une bulle immobilière, les autorités monétaires indiennes donnent le sentiment de courir derrière les étiquettes. Les hausses de salaires se multiplient dans les usines indiennes, qui peinent à adapter l'offre à la demande, en raison d'un défaut chronique d'infrastructures.

L'Union européenne compte 501 millions d'habitants. (28.07)

Reuters - 27.07

L'Union européenne comptait 501,1 millions de personnes au 1er janvier 2010, soit un accroissement de 1,4 million de personnes en un an, selon les chiffres de l'office statistique Eurostat.

La croissance démographique ressort ainsi à 2,7 pour 1.000 habitants en 2009, hausse qui résulte d'un accroissement naturel de 0,5 million de personnes (+1,0 pour mille contre +1,2 en 2008) et d'un solde migratoire de 0,9 million (+1,7 après +2,9).

Il y a eu l'an dernier 5,4 millions d'enfants nés dans l'UE pour 4,8 millions de décès, soit un taux de natalité brut de 10,7 pour 1.000, contre 10,9 en 2008, et un taux de mortalité inchangé à 9,7. Mais un peu plus de 60% de la croissance démographique est provenue de l'immigration.

"Par rapport à 2008, la situation démographique dans l'UE-27 en 2009 est marquée par un léger recul du taux brut de natalité et un taux brut de mortalité constant, tandis que le solde migratoire s'est réduit de façon plus significative", précise Eurostat dans un communiqué.

La population des 16 pays de la zone euro était estimée à 329,5 millions de personnes au 1er janvier, contre 328,6 millions au 1er janvier 2009. La hausse est de 0,9 million de personnes, soit un taux annuel de +2,7 pour mille, résultant d'un accroissement naturel de 0,3 million (+1,0 pour mille) et d'un solde migratoire de 0,6 million (+1,8).

En France, pays qui a enregistré le troisième plus fort taux de natalité de l'UE (12,7 pour 1.000) après l'Irlande et le Royaume-Uni, la population a augmenté de 5,4 pour mille à 64,7 millions habitants. En Allemagne, Etat le plus peuplé de l'UE, elle a au contraire diminué de 2,5 pour mille à 81,8 millions habitants.

Au total, la population a augmenté dans 19 pays de l'UE et baissé dans huit. Les hausses relatives les plus importantes ont été observées au Luxembourg (+17,2 pour mille), en Suède (+9,1) et en Slovénie (+7,2), et les baisses les plus marquées en Lituanie (-6,2), en Lettonie (-5,7) et en Bulgarie (-5,6).

Espagne. Le BTP espagnol durement frappé par les choix drastiques de Madrid . (28.07)

Les Echos - 23.07

Le gouvernement a annoncé hier le report de 199 programmes et l'annulation de 32 autres. Ajouté à la crise immobilière, ce coup de frein pourrait provoquer la perte de 500.000 emplois supplémentaires dans les deux ans à venir.

Nouveau coup dur pour le BTP espagnol ! Confronté à l'amputation de 6,4 milliards d'euros de son budget pour les exercices 2010 et 2011, le ministère espagnol de l'Équipement et des Transports a dû sabrer à la hache dans ses investissements.

Dans le cadre du plan de rigueur adopté par le gouvernement Zapatero pour ramener le déficit des comptes publics de 11,2 % en 2009 à 6 % en 2011, José Blanco, le titulaire du portefeuille, a annoncé hier le report dans le temps, et sur une période d'un à quatre ans, de 199 programmes (122 projets routiers, 87 ferroviaires) déjà engagés et la résiliation de 32 autres, dont une douzaine pourraient être néanmoins sauvés via un recours à des financements public-privé. Ils se feront alors dans le cadre du plan d'infrastructures de 17 milliards d'euros, présenté au printemps dernier, avec l'appui de la Banque européenne d'investissements.

Le ministère souligne que sont maintenus en l'état un total de 885 grands travaux, soit 80 % de ce qui était initialement prévu, et que les ports et aéroports sont totalement épargnés. La remise à plat des infrastructures espagnoles va toucher aussi la Renfe, la compagnie nationale des chemins de fer, avec l'annonce programmée pour la fin novembre de la fermeture d'un certain nombre de lignes déficitaires.

Sérieux revers

Alors qu'après l'éclatement de la bulle immobilière de ces deux dernières années les constructions de logements se trouvent quasiment au point mort, le gel des grands travaux représente un sérieux revers pour les firmes espagnoles du BTP qui avaient reporté l'essentiel de leur activité sur les infrastructures.

Selon les calculs de nombreux analystes et professionnels du secteur, le dernier coup de frein du ministère de l'Équipement pourrait se solder par 150.000 suppressions d'emploi dans les deux ans qui viennent, lesquelles s'ajouteront aux 350.000 liées à la chute de la construction. Toute la chaîne est concernée.

Après avoir accusé une chute de la consommation de 16 % au premier semestre, le groupement des fabricants de ciments d'Espagne, au rang desquels figure le français Lafarge, estime que la réduction des ouvrages publics pourrait entraîner la fermeture de plusieurs des 37 cimenteries installées en Espagne, dont la moitié fonctionnent déjà à 50 % de leurs capacités.

Un important impact financier et social

Les quelques 230 programmes de travaux publics gelés ou purement et simplement supprimés représentent un investissement total de 9,6 milliards d'euros, contre 23,5 milliards pour les 885 contrats maintenus en l'état. Le syndicat UGT craint la suppression de 96.000 à 115.000 emplois dans les deux ans qui viennent alors que les estimations des différentes associations de constructeurs évoquent une réduction d'effectifs allant de 75.000 à 115.000 emplois sur 2010 et 2011.

Israël prolonge de 20 ans le secret sur les archives d'Etat. (29.07)

Les Echos - 23.07

Les autorités israéliennes ont décidé de prolonger de vingt ans l'interdiction d'accès aux archives gouvernementales, en la portant à 70 ans. Les documents en question traitent notamment de l'armée et des services secrets lors des deux premières décennies de l'Etat d'Israël, créé en mai 1948.

«Ces archives continueront à être classifiées de crainte d'atteinte à la vie privée des personnes mentionnées ou de leurs proches» a déclaré à l'AFP le directeur des Archives nationales, Yehoshua Freundlich.

«Nous devons également maintenir le secret défense» compte tenu du risque qu'Israël peut se faire accuser «de violer le droit international», a-t-il ajouté. Selon lui, dans un certain nombre de pays occidentaux, «des documents d'Etat restent classifiés 70 ans voire plus».

Ces archives concernent en particulier la campagne du Sinaï contre l'Égypte en 1956, lancée en coordination avec la France et la Grande-Bretagne, des affaires d'espionnage et le début du programme nucléaire israélien.

Selon le quotidien Haaretz, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a décidé il y a deux semaines de prolonger la période du secret, sous la pression des services secrets. L'historien israélien Tom Segev a dénoncé cette mesure estimant qu'elle traduisait une «tendance anti-démocratique» dans la société israélienne. Mesure «arbitraire et injustifiée»

«S'il est légitime de ne pas dévoiler certains noms et de maintenir le secret sur des sujets ultra-sensibles, interdire globalement de publier ou même de consulter ces documents, relève d'une démarche anti-démocratique inquiétante et d'une volonté de masquer des fautes, voire des crimes de guerre passés», a-t-il déclaré à l'AFP.

Le maintien du secret a également été dénoncé comme une mesure «arbitraire et injustifiée» par l'Association des droits civiques en Israël. En février 1995, les Archives nationales israéliennes avaient censuré des documents officiels concernant l'expulsion de Palestiniens pendant la première guerre israélo-arabe en 1948.

Les Archives, qui relèvent du bureau du Premier ministre, avaient publié 4.000 pages de protocoles des réunions du gouvernement provisoire israélien entre mai 1948, date de la proclamation de l'Etat hébreu, et avril 1949.

Elles avaient cependant expurgé des passages concernant l'exode des plus de 700.000 Palestiniens qui ont fui l'avance de l'armée israélienne ou ont été chassés de chez eux, ainsi que des atrocités commises par l'armée israélienne.

(Source AFP)

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)